

RÉDACTION

BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 21

Montreux, Vevey, Genève, Nyon, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 3 octobre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Accomplissant une promesse déjà quelque peu ancienne et dont l'exécution avait, pendant un certain temps, semblé douteuse, l'empereur François-Joseph s'est décidé à visiter l'exposition de Prague. Il a résidé pendant une semaine dans la capitale de la Bohême. Le président du conseil de ses ministres cisleithans, le comte Taaffe, a été empêché par une indisposition de l'accompagner dans ce voyage, et se consola peut-être sans trop de peine de ce contretemps. En traversant les rues pittoresques qui conduisent de la gare au vieux pont orné de la statue de saint Nepomuk et au Hradschin, l'empereur a pu, dès le premier moment, se rendre compte de la division profonde qui existe entre les habitants de Prague. Les Allemands avaient décoré leurs maisons de couleurs de l'empire d'Autriche, le noir et le jaune. Les Tchèques avaient arboré le drapeau de la Bohême, blanc et rouge. Les uns avaient adopté comme emblème l'aigle impérial; les autres, la couronne de Saint-Wenceslas. L'enthousiasme a été vif dans les deux camps. On sait à quel point la personne de l'empereur est populaire. Le sentiment dynastique est aussi profond parmi les Allemands que parmi leurs adversaires. Par égard pour le souverain, on ne s'est donc pas disputé sous ses yeux. Mais, après cette trêve de quelques jours, l'antagonisme des deux partis restera aussi violent qu'il était naguère, et l'exposition de Prague, qui avait été imaginée comme un moyen de les pacifier, n'aura servi qu'à faire mieux éclater leur irréconciliable hostilité.

Le voyage de François-Joseph a failli avoir une issue tragique. Pour tenir la balance égale entre ses sujets, il était parti pour Reichenberg, où dominent les Allemands, en quittant Prague, où les Tchèques sont en majorité. Cette course avait été triomphale. A toutes les gares, fanfares, salves, harangues, banquets, bannières. S. M. avait ordonné de marcher lentement et a prononcé plusieurs petites allocutions de remerciements, faisant alterner, dans une habile proportion, les phrases allemandes et les phrases tchèques. La mort était là cependant, qui guettait le souverain austro-hongrois. Au pont de Rosendal, non loin de Reichenberg, deux bombes de nitro-glycérine avaient été enfoncées sur le passage du train impérial. Elles ont fait explosion trop tôt, ou trop tard et n'ont endommagé que la voie, épargnant ainsi à la maison de Habsbourg une nouvelle catastrophe, plus tragique encore que celles qui l'ont frappée à coups répétés depuis quelques années.

A l'heure où nous écrivons, les criminels ne sont pas encore connus. On flaire des anarchistes. Mais on aurait grand tort de soupçonner les sujets tchèques de l'empereur François-Joseph. Malgré les ardentes polémiques des nationalités rivales, malgré les manifestations slavophiles qui se sont multipliées à Prague au cours de l'exposition, ceux-ci sont en effet de loyaux sujets. Quel est leur idéal? Que François-Joseph se fasse couronner roi de Bohême, comme il s'est fait couronner roi de Hongrie. En dépit des accusations dont ils ont été l'objet, jamais ils n'ont songé à changer leur titre de sujets autrichiens contre celui de sujets russes. Ils défendent contre la centralisation les anciens droits de leur royaume et de leur race. Ils estiment aussi que la politique extérieure de la monarchie ne répond pas aux véritables affinités et aux véritables traditions

de l'Autriche-Hongrie. Mais, s'ils manifestent ces sentiments d'une façon très vive, ils ne sont pas des factieux.

On ne cherchera donc pas dans leurs rangs les auteurs de la criminelle tentative de Rosendal, dont les Tchèques, Meunes et Vieux, ne seront pas moins indignés que leurs frères ennemis les Allemands.

A la suite de pourparlers sur lesquels la lumière n'est pas complètement faite, le ministre russe des finances a décliné les services des banquiers allemands pour la souscription de son emprunt. M. de Caprivi, pour enlever l'apparence de mauvais rapports entre l'Allemagne et sa grande voisine de l'Est, désirait que la finance berlinoise ne boudât pas, et avait fait des démarches à St-Petersbourg pour obtenir qu'on ne laissât pas de côté les maisons allemandes. La polémique de la presse juive et les dispositions de spéculateurs à la baisse sur les fonds russes qui s'y sont déjà cruellement brûlés les doigts, et redoutent plus que toute autre chose une nouvelle hausse, ont annihilé la bonne volonté des deux gouvernements.

A Paris, les Rothschild, en leur qualité de sémites, boudent aussi. C'est M. Henri Germain, du Crédit lyonnais, qui a pris leur place. On s'attend de la part du marché français à une souscription extrêmement brillante. La politique y sera sans doute pour quelque chose, mais aussi la nécessité. La France met de côté deux milliards par an et les emprunteurs n'abondent pas. En effet, l'Angleterre et l'Allemagne ne s'adressent pas aux capitaux français, trouvant suffisamment à emprunter chez elles, depuis quelques années on se détourne des valeurs italiennes et celles d'Espagne, de Portugal et de l'Amérique du Sud passent actuellement par une crise qui met le public en défiance.

L'explosion de Reichenberg.

On mande de Reichenberg au *Temps*, le 2 octobre. Le voyage de l'empereur, de Prague à Reichenberg, le centre politique et industriel de la Bohême allemande, a été une véritable marche triomphale. Il y avait des milliers de personnes à toutes les stations.

Le souverain, qui avait donné l'ordre de faire marcher le train lentement, remerciait continuellement la foule, qui l'acclamait avec enthousiasme.

Le cours même du voyage a été signalé par un incident qui aurait pu avoir les suites les plus graves et qui, jusqu'à présent, reste entouré de mystère.

Avant d'arriver à la station de Reichenberg, les trains de la Nordwest Bahn franchissent un petit viaduc qui enjambe la route. Il y a peu de temps, la compagnie a installé près de ce viaduc une halte qui porte le nom de Rosendal. Un hameau est situé tout près.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, vers une heure du matin, les habitants du hameau et les étrangers qui s'étaient installés là, à cause de l'encombrement des hôtels à Reichenberg furent réveillés en sursaut par deux fortes détonations. Il paraît qu'on les a entendues à Reichenberg même. Beaucoup de gens se levèrent pour savoir ce qui était arrivé, et c'est avec indignation qu'on apprit que les détonations provenaient de deux bombes qu'une main inconnue avait placées sous la maçonnerie du pont-viaduc.

Le chef de la station, accouru également, constata que le tablier du pont avait été légèrement endommagé et que, des deux côtés, il y avait eu des pierres arrachées par la force de l'explosion. Des recherches immédiates ont fait découvrir les éclats des bombes, qui avaient été remplies de nitro-glycérine. L'explosion a été amenée par une simple mèche enflammée.

Si les bombes, au lieu de partir l'une après l'autre, avaient fait explosion ensemble, le tablier du pont

vous n'empêcherait — elle voulait savoir. Un matin qu'elle habillait un de ses compagnons d'armes — car Le Bolloche s'habillait tout seul — elle pressa celui-ci de questions adroitement posées. Elle ne lui demanda pas :

— Qu'avez-vous ?
Non, mais soupçonnant bien que la peine avait pour cause le mariage de Désirée, elle dit :

— J'espère que vous serez content, mon petit-père, de voir votre fille en mariée.

— Sans doute, grogna Le Bolloche.

— Et la noce, où se fera-t-elle ? Dans le pré, je parie ?

— Oui.

— On dansera ?

— Oui.

— Et vous ouvrirez la danse, n'est-ce pas ?

Le Bolloche ne se contenta plus.

— F... comme ça, oui, n'est-ce pas ? s'écria-t-il. Un ancien sous-officier de zouaves ! Plus souvent que j'y danserai... Je n'irai même pas !

— Oh ! mon petit-père, dit la sœur en riant, que vous êtes coquet !

Elle qui ne l'avait jamais été !

Le Bolloche prit mal la plaisanterie. Le pli de sa bouche, aux deux coins, se creusa.

— Je ne suis plus qu'un mendiant ici, dit-il ; mon temps est fini, fini ; je ne veux plus paraître en société, et voilà !

Il s'en alla à grands pas, en maugréant.

aurait certainement sauté. Mais, de la façon dont les choses se sont passées, les dégâts ont pu être immédiatement réparés, grâce à des hommes d'équipe mandés en toute hâte de Reichenberg.

L'intention paraît bien avoir été de faire sauter le pont pour empêcher le passage du train impérial, annoncé pour neuf heures du matin. L'empereur aurait été obligé de quitter son wagon-salon et de faire un détour en voiture pour gagner l'entrée de Reichenberg, qui est située à un kilomètre environ. Ce contretemps eût compromis l'effet de l'arrivée impériale dans le chef-lieu allemand ; elle aurait ainsi certainement offert un pittoresque contraste avec l'entrée à Prague.

Telle est la version généralement accréditée sur le motif de cette stupide tentative. On se refuse à admettre l'hypothèse d'un véritable attentat dirigé contre la vie d'un souverain qui, partant où il a passé, a recueilli tant de preuves éclatantes de popularité.

A Reichenberg, une heure avant l'arrivée du train impérial, l'incident était déjà connu dans la ville, qui offrait l'aspect le plus gai avec ses fabriques, ses villas, ses maisons toutes pavées, ses rues coupées de grands arcs de triomphe et les groupes de chasseurs volontaires, de gardes forestiers, de gymnastes et autres sociétés qui se rendaient aux endroits assignés pour faire la haie.

Avec la vivacité des passions et des rancunes nationales qui dominent ici, il n'était pas étonnant d'entendre les Allemands accuser les Jeunes-Tchèques d'avoir fait disposer les bombes afin que l'empereur emportât une mauvaise impression de son voyage à Reichenberg et qu'il crût qu'il était en sécurité seulement dans les parties tchèques de la Bohême.

Tandis que les propos suivaient leur cours parmi le public, les autorités étaient en proie à une inquiétude très concevable. On savait que le train impérial avait quitté Prague à cinq heures et demie du soir. Un télégramme adressé par le sous-préfet au statthalter de l'Un n'avait plus trouvé le comte, qui accompagnait l'empereur. Les précautions les plus minutieuses furent prises. Un train de marchandises passa sur le viaduc pour en constater la solidité, après l'accident, et des patrouilles de gendarmes explorèrent la voie à plusieurs reprises. Les débris des bombes, soigneusement recueillis dans un sac de cuir, furent déposés à la sous-préfecture. Quelques étrangers paraissant suspects furent surveillés.

A huit heures et demie, les autorités étaient réunies sur le quai de la gare, attendant le train impérial. Il arriva avec une dizaine de minutes de retard, et la réception eut lieu conformément au programme. L'empereur avait été informé de l'incident à Tarnau, où il s'arrêta pendant quelques minutes ; le souverain ne manifesta aucune émotion ; au contraire, il prit la chose assez gaîment. Au moment où le train passa très lentement, par précaution, sur le viaduc endommagé, l'empereur dit en souriant à M. de Thun : « Alors, c'est ici que nous allons sauter en l'air ? »

La réception a été fort réussie et chaleureuse. Au 25,000 habitants de Reichenberg s'étaient joints autant de visiteurs accourus des districts environnants, et même de Silésie. Plus de huit mille membres de sociétés diverses avaient revêtu leurs uniformes et formaient la haie sur le passage du souverain.

Conformément au programme, l'empereur François-Joseph est reparti pour Prague à six heures du soir.

Le voyage de retour à Prague a été marqué par une série d'ovations : des feux de joie flamblaient sur toutes les hauteurs ; toutes les localités que traversait le train impérial, toutes les stations, les fabriques, les châteaux, des deux côtés de la ligne ferrée, étaient illuminés. Aux stations, la foule, portant des torches, éclatait en clairs feux.

L'empereur a fait plusieurs fois arrêter le train pour descendre de wagon et remercier, personnellement de ces témoignages d'affection. Il est arrivé à Prague à 9 h. 38.

Vienne, 2 octobre, 8 heures.
La nouvelle de l'attentat de Reichenberg a causé ici la plus vive émotion. On ne s'entretenait que de cela dans les endroits publics et on s'arrachait les journaux du soir pour avoir des détails.

Des comités se sont organisés pour préparer une ovation au souverain à sa rentrée dans la capitale, qui aura lieu ce soir à dix heures. Les quartiers que traversera l'empereur pour aller de la gare au palais seront illuminés.

Le bourgmestre et les autorités municipales se rendront à la gare pour saluer l'empereur.

mener !

Puis elle quitta la salle et se dirigea vers la chambre de la supérieure. Le long des grands corridors silencieux, elle glissait légère, et comme portée sur les ailes de la pensée qui lui était venue...

Il se passa trois semaines, pendant lesquelles Le Bolloche fut de plus en plus triste.

Enfin, le jour fixé pour les noces de Désirée arriva.

Ce matin-là, Le Bolloche, qui avait à peine dormi, se leva un peu avant les autres, et descendit, sous prétexte d'aller bêcher son jardin. Mais, à peine dehors, il s'arrêta, il chercha au loin la contrée où son pauvre esprit avait erré toute la nuit. De la colline de l'hospice, et ancien comme il était, il ne pouvait apercevoir la maison. Mais dans la brume bleue du matin il distingua la tache blanche que faisait le faubourg, et les verdurées pâles qui étaient les vergers.

Un souffle pur arrivait de là. Le pauvre vieux se sentit les yeux pleins de larmes. Et il crut entendre, emportée par le vent, une voix qui disait :

— Allons, père, levez-vous, venez, voici les noces ! Grand-mère a une robe neuve, que mon fiancé lui a payée. Moi, je suis belle comme le jour. J'ai une couronne en fleurs de cire, un châle à dessins et une broche pour l'attacher, j'ai le cœur en joie surtout, car dans trois heures nous partirons pour nous aller marier. Venez, je veux vous embrasser bien fort, pour m'avoir donné la vie, qui est si bonne à présent, la vie qui s'ouvre comme une fête. Venez me voir hein !

Le Bolloche, troublé, l'esprit à moitié égaré, hésita un moment, puis il reprit ses sens, branla la tête, regarda une dernière fois le faubourg, et répéta ce qu'il n'avait cessé de dire :

— Non, je n'irai pas !

Il se mit à descendre vers le fond de l'enclos, où était le jardin. Mais il n'avait pas fait trente pas,

De nouveaux renseignements puisés à bonne source ne laissent aucun doute sur le caractère anarchiste de l'attentat qui était destiné à effrayer la population de Reichenberg, à gêner les fêtes données à l'occasion de la venue de l'empereur et à rappeler l'existence de l'élément révolutionnaire.

Les journaux annoncent que les débris des bombes trouvées ne renferment ni du fer, ni du plomb, mais une composition de fonte particulière inconnue même des experts.

Le billet de banque fédéral.

VI

Il y aurait beaucoup à dire encore sur le monopole et la banque fédérale dont on veut nous doter, mais il faut conclure.

Nous avons fait l'histoire de l'article constitutionnel qu'on nous propose, rappelé ses origines et caractérisé son avènement, porté sur les 82,000 signatures de M. Joos et de la Société du Grutli.

Nous avons montré la confusion qui règne dans les esprits, comme aussi dans le texte de l'article proposé, entre le billet de banque et le papier-monnaie ; les exagérations de ceux qui prétendent procurer par le monopole un gros bénéfice à la caisse fédérale ; les projets aventureux des partisans de la banque d'Etat et les chimères de la *Diskontopolitik* qui prétend substituer ses théories aux faits de l'expérience et aux lois naturelles de l'échange commercial.

Il nous reste à insister encore sur l'équivoque dangereuse qui est au fond du mouvement actuel et à mettre les hommes prévoyants en garde contre les surprises de l'avenir.

La politique des partisans du monopole qui consiste à laisser le peuple dans l'incertitude sur l'organisation de la banque à créer n'a pas été appréciée en termes plus sévères que par un partisan de la banque d'Etat, M. le député Cornaz. Laissons-lui la parole :

On prétend qu'il ne faut pas, disait M. Cornaz au Conseil des Etats, mettre la banque d'Etat trop en vedette, qu'il faut la mettre à l'arrière-plan, dans la coulisse, parce qu'avant tout il s'agit de faire passer le principe du monopole par une votation populaire, et qu'alors le reste sera réservé à la loi. C'est très bien.

Malheureusement, cette loi, jusqu'à l'avènement de laquelle vous voulez ajourner la solution des difficultés, sera très probablement aussi soumise au peuple, et alors, avec toute votre ruse et votre diplomatie, je me demande ce que vous aurez gagné. Vous aurez gagné, vous, les partisans d'une banque d'Etat, une banque d'actions, ce que nous ne voulons pas ; c'est-à-dire que plutôt que d'avoir le monopole avec la banque par actions, je préfère le *statu quo*. Le peuple a son opinion de dernière la tête sur cette question. Il n'est pas digne de la part de l'Assemblée fédérale de venir tendre un piège, une chausse-trappe, pour surprendre la confiance publique. Les députés doivent au peuple de lui soumettre la question d'une manière plus nette et plus loyale, sans ambiguïté, sans restrictions et sans réserves ; et dans les précautions oratoires que vous prenez dans la rédaction de l'article 39, je ne trouve pas cela.

Le peuple suisse doit être mis en état de déclarer d'emblée s'il veut le monopole avec une banque d'Etat ou le monopole avec une banque par actions, ou point de monopole ; c'est ainsi que la question doit lui être posée.

Car, ce n'est pas, ainsi que vous avez l'air de le penser, une simple nuance, une bagatelle qui sépare le monopole par la banque d'Etat du monopole par une banque d'actions ; au contraire, les deux diffèrent du tout au tout, ensuite que vous aurez engagé le peuple suisse à voter des mesures dont vous ne voulez pas dire les conséquences d'avance.

Dans tous les cas, cette manœuvre, qui consiste à ne pas parler pour le moment de la banque d'Etat, sauf à la préconiser plus tard, cette manœuvre, dis-je, me semble conduire à une situation pleine de périls.

M. Cornaz n'a pas été écouté. On a inten-

que quelqu'un lui frappa sur l'épaule. Il se retourna.

C'était sa femme.

— Mon homme, dit-elle, viens-t'en avec moi.

— Où donc ?

— Viens-t'en au parlir avant d'aller chez nous.

— Il n'y a plus de chez nous.

— Viens-t'en tout de même, tu verras.

D'ordinaire, il ne cédait pas facilement aux demandes de sa femme, mais il était si abattu et elle avait l'air de si belle humeur que, moitié par indifférence et passivité, moitié par l'attrait d'une surprise entrevue, il la suivit.

Arrivée à la porte du parlir, près de la porterie, la mère Le Bolloche s'effaça le long du mur et laissa passer son mari.

— Entre Le Bolloche, dit-elle, et habillons-nous pour les noces.

Le bonhomme entra et demeura stupéfait.

Il venait de découvrir, bien plié sur le dossier d'une chaise, un vêtement complet plus beau qu'il n'en avait jamais porté depuis qu'il était dans le civil : un pantalon gris encore propre, un gilet, une redingote noire, une cravate claire à pois bleus et un chapeau de soie qui avait subi plus d'un coup de fer, mais droit encore sur sa base, suffisamment noir et d'une forme évasée par le haut, en tout semblable à celle de l'ancien shako, ce qui ne pouvait manquer de plaire à un vieux militaire comme Le Bolloche. Celui-ci, sans plus hésiter, commença à s'habiller. Tout allait bien. On aurait juré qu'un tailleur lui avait pris mesure. Quand il mit la main dans la poche de son pantalon, il retira une pièce de monnaie. Quand il croisa sur sa poitrine les larges ailes de la redingote, sa médaille militaire y brillait au bout d'un ruban neuf.

Pendant ce temps-là, la petite vieille passait une robe de cotonnade à grands plis, épinglait sur sa taille un mouchoir jaune à raies brunes, éclatant et nuancé comme un oiseau d'inde, attachait les brides

tentionnellement laissé subsister l'équivoque et persisté dans la « manœuvre », chacun des deux camps espérant en tirer profit. De là cet article de constitution qui, après avoir confondu dans un même paragraphe le billet de banque et le papier-monnaie, après avoir inscrit le cours forcé au nombre des institutions constitutionnelles de la république, consacre le monopole sans nous dire comment et par qui il sera exploité.

On nous mènera-t-il, si l'article 39 était adopté par le peuple et les cantons ? Pouvons-nous encore dans le *Bulletin officiel* et voyons comment M. Soldati se représente la situation au lendemain d'un vote affirmatif ?

La grande question, dit le député tessinois, est laissée en suspens ; nous ne savons pas aujourd'hui et nous ne saurons probablement pas demain si ce sera par une banque d'Etat ou par une banque par actions que le monopole sera exercé. Le lendemain de la victoire, la coalition des centralisateurs sera dissoute ; les socialistes, ceux qui veulent faire entrer le droit d'émission dans la réglementation des monnaies, feront immédiatement bande à part et la troupe qui se présente aujourd'hui comme une seule armée se présentera alors comme deux armées différentes. L'une ou l'autre de ces armées aura comme alliés nécessaires l'autre grosse armée des partisans de la liberté qui formeront avec elle une alliance naturelle pour battre en brèche soit la banque nationale, soit la banque d'Etat.

Je ne crois pas qu'il existe ni dans les Chambres, ni dans le peuple une majorité ni pour la banque nationale par actions, ni pour la banque d'Etat ; la preuve en est dans la conduite des partisans du monopole qui ne veulent pas que la question soit tranchée, parce qu'ils savent très bien qu'une question nette, claire et formelle, qui mette les points sur les *i* irait au devant d'une réponse négative. Quelles seront les conséquences pratiques, si aucun des deux courants ne peut l'emporter, si à l'avenir, lorsqu'il s'agira d'appliquer le principe d'après lequel le monopole doit être exercé, il arrivera que ni la banque par actions ni la banque d'Etat ne put triompher ? Nous aurions dans la constitution un texte qui serait destiné à être lettre morte et nous en avons déjà assez ; nous ne nous soucions pas trop d'introduire de nouveau dans la constitution des déclarations de principe que l'expérience démontre pratiquement irréalisables. C'est ce qui aura lieu pour cet article, s'il ne nous conduit pas à des résultats plus fauchés ; en effet, l'introduction du monopole, c'est la condamnation des banques, c'est le discrédit jeté sur les banques d'émission ; vous introduisez le monopole parce que vous croyez que les banques actuelles d'émission ne sont pas sûres, qu'elles ne résisteraient pas à l'orage. Quelle sera la situation faite à ces banques, non seulement en Suisse, mais dans leurs rapports avec l'étranger ? Quelle sera la condition de ces banques sur lesquelles les conseils de la nation auront jeté le discrédit et qui devront vivre encore de longues années avant que le monopole puisse entrer dans le domaine pratique des faits ?

Encore M. Soldati est-il parmi les optimistes quand il conclut ainsi : un article de constitution demeurant lettre morte n'est pas un grand danger et les banques finiront bien par se relever du coup que leur aurait porté le discrédit officiel. Mais nous n'avons pas de certitude pour l'avenir. Etant donnée la composition actuelle des autorités fédérales, nous avons le droit et l'obligation de prévoir que, sous la première poussée populaire venue, il se formera dans les chambres une majorité pour la banque d'Etat.

Il a suffi d'un pétitionnement pour mener au monopole et au papier-monnaie cette même Assemblée fédérale qui, il y a peu de temps encore, traitait avec un si hautain mépris les motions de M. Joos. Or, M. Joos est un homme avisé. Il n'a pas déposé encore ses 82,000 signatures ; elles demandent une banque d'Etat ; le docteur de Schaffhouse les remettra à la chancellerie fédérale sitôt le nouvel article voté. Et alors, ceux qui ont faibli une fois fai-

d'un bonnet richement orné de deux coques bleues. Décemment, sœur Dorothée n'avait rien oublié. Pour elle, tant de belles choses représentaient bien des heures de travail, plusieurs veillées tardives, — puisque les sœurs n'ont pas de loisir le jour, pour ces gâteries exceptionnelles. — Le Bolloche se sentit le cœur tout gros en y songeant. Il se rappela les paroles dures qu'il avait eues bien des fois. Une larme lui vint aux yeux, et il eut toutes les peines du monde à la retenir, car un ancien sergent ne pleure pas.

Mais quand ils sortirent du parlir et qu'il vit dans la cour sa charrette nouvellement peinte, l'âne attelé, brossé, endimanché lui aussi, avec des pompons rouges aux oreilles, le pauvre homme n'y put tenir : la grosse larme roula sur ses joues. Il alla droit vers la sœur Dorothée, qui se tenait à la tête de l'équipage, et lui prit la main.

— Ma sœur ! dit-il d'une voix étouffée.

— Quoi donc, mon bon petit vieux ?

— Ma sœur, ça, c'est de la religion et de la bonne ! Je m'y connais, vous pouvez me croire, car j'ai beaucoup voyagé ! Eh bien vrai !

Il ne put pas achever. Mais la sœur comprit bien. Il monta, fit asséoir sa femme près de lui et piqua l'âne.

Au bout de dix pas, avant de sortir de l'hospice, il arrêta la bête, se retourna, et dit encore, la mine épanouie cette fois :

— Sœur Dorothée, puisque ça avait l'air de vous faire plaisir, je danserai aux noces de Désirée.

Et pendant qu'ils s'éloignaient au trot menu de l'âne, entre les deux murs de la rue voisine, la sœur avait envie de pleurer elle aussi, sentant bien qu'elle avait gagné le cœur du vieux zouave, du plus rude de ses « petits-bonshommes ».

FIN

bliront encore et la banque d'Etat trouvera le nombre de voix qu'il lui faut.

Que feront ensuite M. Cramer-Frey et ses amis de l'école de Zurich? Ils demanderont le referendum et porteront la banque d'Etat devant le peuple. Mais le monopole sera déjà constitutionnel, la question sera entamée et la lutte se présentera dans des conditions infiniment moins favorables qu'aujourd'hui.

Quant à nous, qui ne voulons pas d'un monopole inutile, nous aurions refusé notre voix à l'article 39, même s'il eût été rédigé loyalement et eût institué pour l'émission des billets fédéraux monopolisés une banque centrale privée. Notre commerce, notre industrie ont prospéré sous le régime de la liberté des banques. Nous ne voyons pas qu'il y ait nécessité à en changer. Une révision de la loi suffirait à supprimer les déficiences signalées.

A plus forte raison refuserions-nous nos voix à ceux qui les demandent pour introduire dans la constitution et faire sanctionner par un vote populaire la banque d'Etat et le papier-monnaie. Nous savons bien que, pour le moment, il ne s'agit pas encore d'une exécution immédiate et qu'on prévoit seulement une possibilité de les créer. Mais cela nous suffit. En pareille situation, il faut résister d'entrée de lutte et ne pas attendre que l'ennemi ait un pied dans la maison avant de fermer la porte.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 2 octobre.

Le suicide du général Boulanger. — Conséquences politiques. — Le testament du général.

La nouvelle du suicide du général Boulanger a été connue à Paris par les journaux de mercredi soir. Au premier moment il y a eu une impression générale de doute : on ne pouvait pas croire à un dénouement si tragique de l'aventure qui a risqué de révolutionner la France, bien qu'en définitive l'aventure elle-même eût pris déjà fin bien avant l'homme qui y a attaché son nom.

Cependant il a fallu se rendre à l'évidence, à mesure que la nouvelle s'est confirmée. On s'arrachait alors les journaux, et sur quelques points de la ville des groupes se formaient pour discuter l'événement et ses conséquences.

Dès lors les détails se sont multipliés. Ce matin encore, la presse ne peut s'occuper d'autre chose, et dans le dédale confus des appréciations de toute nature il est difficile de démêler un courant d'opinion un peu nettement déterminé.

Pour le général lui-même, un sentiment de pitié se mêle, même chez ses adversaires, au jugement sévère qu'on ne peut s'empêcher de porter sur la seconde partie de sa carrière, à partir du moment où le soldat a fait place au politicien et à l'ambitieux affamé d'adulations et de réclames.

Mais ce qu'il serait surtout intéressant de voir clairement, ce sont les conséquences que le coup de revolver du cimetière d'Ixelles peut avoir sur les affaires de la France. Au fond, il ne semble pas qu'elles doivent être bien importantes. Ce qu'on intitule encore le parti boulangiste est composé de radicaux révisionnistes qui pourront se rapprocher peut-être de l'extrême-gauche, mais dont les bulletins de vote sont déjà habitués à se mélanger avec ceux de la fraction avancée. Entre eux et les conservateurs qui avaient adopté la théorie de la « trouée », la scission est faite depuis longtemps. Elle date de la fuite en Belgique et du moment où les espérances que M. Arthur Meyer avait mises dans le succès du général se sont envolées en fumée.

Ce qu'il faut prévoir, par contre, c'est que les radicaux non-boulangistes, que la crainte du général avait amené parfois à quelques concessions en faveur de l'union des républicains et des cabinets modérés, reviendront à une opposition plus accentuée. Il en résultera sans doute quelques difficultés de plus dans les questions où le sort du ministère est en jeu, mais la situation politique y gagnera d'autre part en franchise, en séparant plus nettement les revendications radicales, d'où qu'elles proviennent, et les intérêts d'une politique modérée.

Dans le camp boulangiste, cependant, on ne paraît pas admettre que la mort du général doive être le signal d'une désagrégation du parti. Les comités révisionnistes de plusieurs arrondissements se sont réunis, pour proclamer la continuation de la lutte politique contre ceux qui ont proscrit leur ancien chef. Ils se sont ainsi conformés par avance aux desirs exprimés dans le testament politique du général, dont le texte nous parvient ce matin.

Ce document, assez court pour que vous le publiez en entier, semble d'ailleurs assez improprement intitulé. Le général Boulanger s'y montre beaucoup plus préoccupé d'expliquer les motifs de son suicide par le deuil qu'il a éprouvé il y a deux mois, que de donner à ses partisans des directions ou des conseils. Il parle de lui-même et non de son parti, à l'exception du seul passage où il exprime la conviction que ses adhérents ne se sépareront pas après sa disparition. Il se juge lui-même, d'une manière fort différente de l'opinion générale de ses contemporains. Il ne fait pas l'acte d'un chef de parti qui prend des dispositions pour que son œuvre lui survive.

Les funérailles du général Boulanger auront lieu samedi. Les comités révisionnistes de Paris ont pris immédiatement leurs dispositions pour s'y faire représenter par des délégations nombreuses.

Le testament du général Boulanger.

Voici le texte du testament « politique » du général Boulanger :

Ceci est mon testament politique. Je désire qu'il soit publié après ma mort. Je me tuerai demain, non pas que je désespère de l'avenir du parti auquel j'ai donné mon nom, mais parce que je ne puis supporter l'effroyable malheur qui m'a frappé

il y a deux mois et demi. Depuis deux mois et demi, j'ai lutté, j'ai essayé de prendre le dessus; je n'ai pu y parvenir.

Je suis convaincu que mes partisans si dévoués, si nombreux, ne m'en voudront pas de disparaître, en raison d'une douleur telle que tout travail m'est devenu impossible. D'ailleurs, *uno arculo non deficiat alter*.

Qu'ils continuent donc la lutte contre ceux qui, au mépris de toute légalité, me font mourir loin de ma patrie. Je serai mort demain. Aujourd'hui, je dis bien haut que je n'ai jamais rien eu à me reprocher. Toute ma vie, j'ai fait mon devoir, rien que mon devoir.

L'histoire ne sera pas sévère pour moi; elle sera sévère pour les proscriptions, pour ceux qui ont essayé de flétrir un loyal soldat par un jugement politique. Je me plains, d'ailleurs, à rappeler ici que maintes fois j'ai offert de me constituer prisonnier, si l'on voulait me donner des juges de droit commun, mais que toujours ceux qui détenaient le pouvoir m'ont refusé, sachant bien que mon acquiescement eût été certain.

En quittant la vie, je n'ai qu'un regret : ne pas mourir sur le champ de bataille en soldat, pour mon pays. Le pays perdrait bien du moins à l'un de ses enfants, au moment de rentrer dans le néant, de prêter ces cris de ralliement de tous ceux qui aiment notre chère patrie : Vive la France! Vive la République!

Ceci est écrit en entier de ma main, à Bruxelles, 79, rue Montoyer, le 29 septembre 1891, veille de ma mort.

Général BOULANGER.

Le Gaulois donne des détails sur le testament du général Boulanger :

Dans ce testament, le général aurait désigné M. Dulens, son ami, comme légataire universel.

Ce testament, tout entier écrit d'une écriture ferme par le général, débute ainsi :

« Ceci est mon testament privé. Je me tuerai demain, ne pouvant plus supporter l'existence depuis la perte de celle qui a été la seule joie, le seul bonheur de ma vie.

« Pendant deux mois et demi, j'ai lutté; aujourd'hui, je suis à bout de forces.

« Je n'ai pas grand espoir de la revoir, mais qui sait? Et du moins je ne replonge dans le néant où le moins on ne souffre plus. Je demande pardon à ma mère de ma résolution. »

Suivent des détails intimes, l'énumération des legs faits à des parents et à des amis, entre autres à M. Henri Rochefort; la déclaration du général qu'il ne laisse aucune dette à Bruxelles et son désir que le mobilier tout entier de l'hôtel qu'il occupe soit dévolu à Mlle Grillich.

Le testament se termine par la même formule que le testament politique :

« Fait et écrit, etc. »

D'autre part, on lit dans l'*Intransigeant* :

Le testament privé se résume ainsi :

« Ma volonté formelle est d'être enterré auprès de Mme de Bonnemain, dans la seconde case du tombeau, et on inscrira seulement mon prénom Georges, avec la date de ma naissance et celle de ma mort sur la pierre, près de celui de Marguerite. Je désire que la tombe reste toujours soignée comme elle l'est en ce moment.

Le général a désiré également qu'on grave cette inscription :

« Et dire que j'ai pu vivre deux mois et demi sans toi! »

LE SUICIDE

On a donné plusieurs variantes des incidents qui ont accompagné le suicide du général Boulanger. Le correspondant du *Gaulois* a eu avec M. Dulens une entrevue dans laquelle ce dernier semble avoir fixé d'une façon définitive la physionomie de cet incident.

Je savais, a dit M. Dulens, le général déterminé à en finir avec une existence qui lui pesait, mais non dans ces conditions.

« Je suis comme une horloge qui a perdu son ressort, et rien ne pourra me remonter », nous disait-il souvent, à Mme Dulens et à moi, alors que nous essayions de le distraire de son chagrin.

Mais je ne pouvais supposer qu'il se tuât au cimetière, j'étais convaincu que c'était dans sa chambre, dans son lit, devant le portrait de celle qu'il a regrettée jusqu'à la mort, qu'il accomplirait son suicide projet. Aussi lorsqu'on me prévint qu'il était, contre son habitude, sorti dès le matin pour aller au cimetière, je ne fus pas très inquiet.

Néanmoins, je m'y rendis, et comme on m'avait prévenu que le général avait un quart d'heure d'avance sur moi, je hâtai le cocher le plus que je pus.

En arrivant devant la porte du cimetière, je trouvai le cocher et le valet de pied bien tranquilles, ce qui me rassura à cause de l'avance en question et de la qualité de ses chevaux; je me fis la réflexion que, s'il avait voulu se tuer, ce serait déjà fait.

J'entrai précipitamment dans le cimetière et je l'aperçus auprès de la tombe, les deux mains dans les poches, selon sa coutume, ainsi que vous le savez, les sortant de temps en temps pour redresser une fleur, arranger une couronne.

En m'apercevant, il me regarda sans aucune colère et me demanda par quel hasard je me trouvais là. Je ne pus lui cacher quel avait été notre effort à tous, et alors il sourit et, me prenant le bras :

« Mais vous êtes tous fous; si j'avais voulu me tuer, ce serait dans ma chambre et pas ici, je ne serais pas tranquille, il y a des ouvriers tout autour, des visiteurs, il peut survenir un enterrement, et pour se tuer, à mon avis, il faut être tranquille.

« Mais si j'avais voulu me tuer ce matin, je n'aurais pas fait auler, ce qui a donné l'éveil; je serais sorti à pied, j'aurais pris un fiacre, je serais venu ici et tout eût été dit.

« Si je suis venu ici ce matin, c'est, vous le savez bien, parce que c'est ma vie d'être ici et que je ne vis pas lorsque je suis loin de cette tombe. »

Nous causâmes alors très amicalement; puis, tout d'un coup :

« Voilà l'heure qui s'avance. D'après ce que vous m'avez dit, ces dames doivent être inquiètes; nous allons rentrer déjeuner. Vous avez une voiture? »

« Oui, général.

« Eh bien! allez la payer; je vais pendant ce temps dire un dernier adieu à celle qui n'est plus, et nous rentrerons ensemble. »

Je lui obéis, je fis quelques pas du côté de la sortie du cimetière; puis un vague pressentiment m'assaillit. Je revenais sur mes pas, lorsque j'entendis une détonation. Je me précipitai vers la tombe.

Le général était par terre, à sa place favorite, la tête penchée sur la poitrine. Deux filets de sang lui coulaient de chaque côté du crâne; il eut quelques légers spasmes, et ce fut tout.

LE PARTI BOULANGISTE

Paris, 2 octobre.

Hier soir a eu lieu une réunion des comités révisionnistes du treizième arrondissement, sous la présidence de M. Paulin Méry, député, qui a fait la déclaration suivante :

Je vous ai convoqués pour vous parler du cher mort et de l'avenir de notre République, que nous continuerons à faire sans lui. Ce sera la République

sans Boulanger. Le général Boulanger emporte-t-il dans les plus de son linceul tout ce qui restait de son parti? Non; il a laissé des apôtres, qui sauront rappeler ses idées de rénovation sociale et patriotique, et qui savent que, derrière eux, ils ont le peuple, qui veut fonder une République dans laquelle il sera le maître. Le général n'existe plus, mais nous n'avons besoin de personne pour le remplacer, car si nous luttions, c'est pour faire la République avec le peuple, et non pour faire arriver un homme, quel qu'il soit, au pouvoir suprême.

M. Paulin Méry a donné ensuite lecture du manifeste suivant publié par l'*Intransigeant* :

Déclaration des collaborateurs du général Boulanger.

Devant la perte douloureuse que nous faisons dans la personne du général Boulanger, nous qui sommes restés fidèles jusqu'à la dernière heure à son amitié, à sa politique républicaine et démocratique, nous tenons à déclarer qu'étant républicains et partisans des réformes sociales quand nous l'avons accepté pour chef, nous restons au lendemain de sa mort ce que nous n'avons jamais cessé d'être. Désirant, dans l'intérêt de notre patrie et de la démocratie, amener l'union entre tous ceux qui veulent le relèvement et la grandeur de l'une et l'expansion de l'autre, nous entendons la continuer contre les proscriptions du général Boulanger qui ont amené sa mort, et avec l'aide de tous ceux qui poursuivent le même but patriotique social et qui ont comme nous pour programme la suppression du parlementarisme et le triomphe de la souveraineté nationale dans une république faite par le peuple et pour le peuple.

Henri Michelin, ancien député de la Seine; de Mérolan, ancien conseiller municipal de Paris; Flaux, ancien conseiller municipal de Paris; D. Mercier; Planteau, ancien député; Elie May; Cassade; Léveillé, député de Limoges; Vincent, président du comité de Reims; Pierre Denis, directeur de la *Voix du Peuple*; Cinquatre, administrateur de la *Voix du Peuple*; Leclercq; Pascal; Dagonet, président du comité du 10^e arrondissement; Paulin Méry, député de Paris.

Une résolution a été votée manifestant l'intention du parti de continuer la lutte.

LES FUNÉRAILLES

Bruxelles, le 2 octobre.

Le corps du général Boulanger a été mis en bière hier soir à neuf heures, en présence de MM. Barbier, Monton, de plusieurs dames et du personnel de l'hôtel.

Les dames qui habitent l'hôtel de la rue Montoyer sont allées ce matin, avec Mlle Grillich, la nièce du général, au cimetière d'Ixelles déposer des fleurs sur la tombe de Mme de Bonnemain.

Les obsèques auront lieu demain samedi à trois heures.

Le capitaine Driant, neveu du général, a télégraphié qu'il ne pouvait venir, pas plus que sa femme, M. Vogelsang, gendre du général, conduira le deuil.

Le cercueil a trois enveloppes; celle de l'intérieur est en plomb; sur l'enveloppe extérieure est une croix en acajou; au pied du cercueil, une plaque de cuivre avec l'inscription : « Général Boulanger ». Dans le cercueil, et sur le désir exprimé par le défunt, dans une lettre à sa nièce, Mlle Grillich, on a placé la photographie de Mme de Bonnemain qu'on a trouvée sur le général, après le suicide; une mèche de cheveux de Mme de Bonnemain qu'il portait sur lui lorsqu'il s'est tué. Il a demandé également qu'on lui passât au doigt la bague-alliance de mariage, qu'il n'avait plus portée depuis sa séparation d'avec sa femme. Des oilets rouges ont été semés sur les pieds et des roses blanches sur la tête. Le général a demandé un cercueil identique à celui de Mme de Bonnemain et l'inhumation dans le même caveau.

Les décorations du général seront placées sur le cercueil. L'écharpe de député n'y figurera probablement point. Aucune décision pourtant n'a été prise encore à cet égard. Mais on veut éviter toute allusion politique.

Les obsèques seront civiles, les autorités ecclésiastiques persistant à refuser d'autoriser une cérémonie religieuse. La famille du général a fait des démarches auprès du curé de l'église Saint-Boniface, à Ixelles, pour obtenir que le corps soit reçu à l'église de la paroisse. Le curé, M. Meulendyck, s'est rendu à M. les pères pour aller prendre des instructions à l'archevêché. Le cardinal étant absent, ses trois vicaires généraux ont décidé que le corps ne serait pas reçu à l'église, vu la préméditation du suicide, établie par le testament.

Le permis d'inhumer a été donné par le parquet.

On a remis au procureur du roi le revolver dont le général Boulanger s'est servi. Ce revolver, à cinq coups, contenait encore quatre cartouches intactes.

L'enterrement sera de première classe. Le corbillard sera traîné par deux chevaux. Aucun discours ne sera prononcé. L'itinéraire que suivra le cortège est le chemin le plus direct pour se rendre de la rue Montoyer au cimetière d'Ixelles.

De nombreux curieux se sont portés aujourd'hui vers le cimetière. La foule n'a cessé d'entourer la tombe de Mme de Bonnemain.

Quantité de photographes sont venus prendre la vue du monument devant lequel s'est accompli le drame.

INFORMATIONS DIVERSES

Un violent incendie s'est déclaré jeudi soir, à neuf heures, rue Ferrandière, à Lyon. En quelques minutes, le feu a pris une grande extension : on a dû sauver les habitants par les fenêtres. Pendant le sauvetage, l'échelle de secours s'est rompue; trois pompiers ont été tués, quatre autres ont été grièvement blessés.

Un violent orage a éclaté à Marseille le 2 octobre, à dix heures du matin. Une pluie diluvienne a transformé les rues en torrents.

Une grève s'est déclarée à Rouen, parmi les ouvriers des Magasins généraux occupés au déchargement des navires. Ils réclament 60 centimes au lieu de 50.

On mande de Cannes, 2 octobre :

Hier soir, la musique municipale avait porté un morceau de *Lohengrin* sur le programme de son concert. La foule a sifflé et crié : « Vive la Russie! Vive la France! » Le morceau *France et Russie*, qui fut joué ensuite, a été vivement applaudi.

Judi, sur la ligne de chemin de fer près de Nauenbourg, un train de pèlerins venant de Trèves a tamponné la machine d'un train express de Colbeque qui avait été laissée sur la voie. Son chauffeur a été tué. Quelques voyageurs seulement ont été contusionnés.

Une dépêche de Rome, 2 octobre, dit que M. de Montenach, de Fribourg, a été nommé président général de la nouvelle fédération des associations de la jeunesse catholique. Le siège de la fédération est Fribourg. Le pèlerinage de la jeunesse catholique suisse est reparti. Les officiers des gardes suisses ont offert un punch à ses membres. M. de Courten a porté un toast disant : « Nous gardons pour la Suisse l'amour le plus profond. »

Plusieurs manifestations libérales ont parcouru la ville, sillant les pèlerins dont quelques-uns ont été frappés et insultés.

Deux pèlerins français, visitant ce matin le Panthéon, qui se sont livrés à des manifestations injurieuses devant le tombeau de Victor-Emmanuel ont été arrêtés et passeront en jugement. Les autres pèlerins assurent que ce sont deux agents provocateurs.

M. Fusangel, rédacteur de la *Gazette du peuple de Westphalie*, dont on n'a pas oublié le rôle lors des scandales de Bochum, et la récente condamnation par le tribunal d'Essen, vient d'être écroué à la maison d'arrêt d'Essen.

Dix mille ouvriers des mines de charbon et des chemins de fer, à Pittsburg, viennent de se mettre en grève. Ils demandent une augmentation de salaire.

Un terrible incendie a détruit, sur les quais de Halifax, trente-cinq dépôts de marchandises; 1,500 barils de pétrole, une quantité énorme de poissons, de sucre, de mélasse, de farine et de bois ont été brûlés.

Les dégâts sont évalués à un demi-million de dollars.

Dans un asile, à Birmingham, vient de mourir une femme âgée de 103 ans. Elle était née dans le comté de Somerset, en 1788, et avait été, jusque dans les derniers temps de sa vie, au service de lady Walpole.

On annonce également la mort, à 101 ans, de Mme Thring, veuve d'un ecclésiastique et mère de plusieurs fils distingués, parmi lesquels lord Thring, le célèbre légiste, chargé de la rédaction technique des projets de loi ministériels.

Un accident de mine s'est produit dans une houillère d'Abergywnyff, comté de Glamorgan (pays de Galles).

Par suite de la rupture d'un câble, la cage où une équipe d'ouvriers venait de prendre place a été précipitée au fond d'une fosse. On compte huit morts et plusieurs blessés.

Les fameux électriciens Edison vient d'inventer, avec la collaboration de M. Sims, une nouvelle torpille qui remplacerait les torpilles actuelles.

Cette torpille porte efficacement à plus de 3 kilomètres. Elle marche avec une vitesse de 35 kilomètres. Quoique ce soit une machine sous-marine, cette torpille pourra être manœuvrée et dirigée entièrement du rivage à l'aide de fils électriques.

Une épidémie d'influenza règne actuellement aux îles de la Réunion et fait de nombreuses victimes. Au départ du courrier, en certaines localités, les neuf dixièmes de la population avaient été atteints par le mal.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Chemins de fer. — Le Conseil fédéral a approuvé les propositions que lui a soumises son département des chemins de fer en vue d'améliorer les installations des gares et la marche générale des trains, pour une plus grande sécurité des voyageurs. Il a chargé le département d'entrer en négociations avec les compagnies dans le but d'arriver à une entente, de lui donner connaissance, le plus tôt possible, du résultat de ces négociations et, pour le cas où celles-ci n'auraient pas abouti, de lui faire les propositions pouvant tendre au but cherché.

Le Conseil fédéral proposera d'ajouter à la convention internationale sur le transport des chemins de fer un article concernant la protection des voyageurs.

Tarif douanier. — Nous avons annoncé hier l'appel du comité protectionniste constitué en juillet dernier par la majorité de l'Assemblée fédérale. Le *Journal de Genève* dit à ce propos :

« Nous signalons à la réprobation publique la tentative de pression officielle à laquelle recourt le comité protectionniste, qui ne craint pas de chercher à se faire prendre pour un comité élu par l'Assemblée fédérale! De semblables procédés ne réussissent pas auprès d'un peuple indépendant comme le peuple suisse. Ils produiront bien plutôt l'effet contraire à celui qu'attendent leurs auteurs. »

Cependant si le champ est laissé libre aux partisans du tarif, il est probable qu'il sera accepté à une grande majorité. La plupart des citoyens suisses n'ont pas le temps de se livrer à une étude approfondie des nouveaux droits, et de les comparer aux droits actuels. Si les protectionnistes seuls leur parlent, ils les croiront sur parole.

Il ne serait pas difficile cependant de leur démontrer que le nouveau tarif, œuvre égoïste d'une coalition de gros éleveurs de bétail et de grands industriels qui aspirent à accroître encore leurs très beaux bénéfices, pèsera lourdement sur la masse du peuple, sur le campagnard, en particulier, qui devra payer plus cher ses vêtements, ses outils, les porcs qu'il engraisse, les vaches qu'il nourrit, tous les objets nécessaires à son existence. Encore faut-il s'en donner la peine.

Le temps presse, quinze jours seulement nous séparent de la votation et, si l'on veut lutter avec quelque chance de succès, il ne faut pas tarder un instant à répandre à profusion dans tout le pays des brochures dans les deux langues, où les conséquences du nouveau tarif seront exposées en termes nets, incisifs et concis. Nous comptons pour cela sur le comité de la Ligue contre le renchérissement de la vie. Il a bien préparé la campagne. Nous sommes certains qu'il ne s'endoraira pas à l'heure du combat. »

Notre infanterie.

Au commencement de l'année 1891, l'effectif de contrôle de l'infanterie d'élite était de 96,714 hommes, ainsi répartis dans les divisions : I. 12,819; II. 13,234; III. 11,092; IV. 11,232; V. 12,419; VI. 13,253; VII. 12,566; VIII. 10,099. En moyenne 12,089 hommes par division. La division la plus forte est la VI^e, qui a un effectif de 13,253 hommes; la plus faible est la VIII^e, qui n'a que 10,099 fantassins. La différence entre ces deux divisions est donc de 3,154 hommes, c'est à peu près la force de quatre bataillons.

Dans toutes les divisions, il y a également de grosses différences dans l'effectif des différents bataillons. Voici, pour chaque division, le plus fort et le plus faible :

Divisions B. le plus fort B. le plus faible

I. N° 5 et 7 1039 hommes, N° 1 887 hommes

II. N° 20 1202 " " 16 713 "

III. N° 25 1081 " " 30 801 "

IV. N° 37 934 " " 44 716 "

V. N° 52 1136 " " 56 804 "

VI. N° 61 1265 " " 71 882 "

VII. N° 78 1175 " " 77 866 "

VIII. N° 88 1043 " " 87 647 "

Effectif moyen des bataillons est le suivant : 1^{re} division, 985 hommes; 2^e div., 1018 h.; 3^e div., 853 h.; 4^e div., 864 h.; 5^e div., 935; 6^e div., 1020 h.; 7^e div., 907 h.; 8^e div., 777 h.

L'effectif moyen pour l'ensemble de l'armée est de 930 hommes.

Mais en cas de mise sur pied, cet effectif de contrôle devrait être diminué de 10 pour cent au moins, pour tenir compte des déchets. Il resterait donc :

Divisions	Effectif total.	Effectif moyen par bataillon.
I ^{re}	11,537	887
II ^e	11,911	917
III ^e	10,083	768
IV ^e	10,109	878
V ^e	11,178	859
VI ^e	11,923	918
VII ^e	11,810	970
VIII ^e	9,089	689
Total	87,048	Moyennes 847

En tenant compte du même déchet pour les bataillons isolés, on trouve qu'en cas de mobilisation le bataillon 61, de Schaffhouse, se présenterait avec 1139 hommes, et le bataillon 87, d'Uri, avec 882 hommes. Ce sont les deux extrêmes.

Quant aux bataillons de carabiniers, ils ont tous, en tenant compte du déficit de 10 %, un effectif supérieur à l'effectif normal, sauf le bataillon 8.

NOUVELLES DES CANTONS

St-GALL. — Le *Correspondenz-Blatt für schweizer Ärzte* relate, dans son numéro du 15 septembre, l'histoire du citoyen Christian Zogg, de Weite-Wartau, qui reçut dans un des combats du Sonderbund, le 23 novembre 1847, une balle derrière l'oreille gauche, balle qu'il a conservée dans son crâne jusqu'au 11 février 1891, jour de sa mort. A l'autopsie, le docteur Saxer retrouva la balle qui ne s'était manifestée, pendant tout ce temps, que par de violents maux de tête, et par une suppuration qui dura vingt ans.

Le fait paraissait si extraordinaire que les médecins militaires chargés d'examiner Zogg, qui réclamait une pension en 1876, mirent en doute la présence de la balle et accusèrent le patient de simulation, ce qui fit écarter son recours par le Conseil fédéral. Ce dernier s'est cependant laissé convaincre en voyant les pièces provenant de l'autopsie et a accordé aux descendants de Zogg une indemnité de 6000 fr. et à sa veuve une pension annuelle de 300 fr.

Il n'est pas très rare qu'une balle puisse séjourner impunément un temps plus ou moins long dans le crâne d'un blessé, mais le cas en question est unique comme « souvenir historique », et par la longue période (43 ans) qu'il s'est écoulée depuis la blessure jusqu'à la mort.

St-GALL. — Les journaux annoncent la mort, après une longue maladie, du lieutenant-colonel Jean-Ulrich Hafner, de Wittenbach, né le 19 octobre 1827,

laux métriques et correspondant à une surface ensemencée de 5,819,507 hectares.

Pour le seigle, la récolte est évaluée à 21,152,317 hectolitres représentant un poids de 13,174,966 quintaux métriques et correspondant à une surface ensemencée de 1,494,714 hectares.

Pour qu'on puisse juger ces résultats, voici ceux des quatre années précédentes.

Année	Surface ensemencée	Hectolitres	Quintaux métriques
1890	7,061,739	116,915,880	89,733,991
1889	7,088,968	108,309,771	83,230,671
1888	6,978,184	93,740,728	74,969,693
1887	6,967,466	112,456,107	87,794,682

Pour le froment :

Année	Surface ensemencée	Hectolitres	Quintaux métriques
1890	1,668,632	21,170,817	17,391,984
1889	1,699,493	25,126,976	16,983,768
1888	1,638,542	22,187,822	15,797,070
1887	1,624,297	23,676,713	16,941,070

Par rapport à 1890, il y a donc, pour le froment, en 1891, diminution en volume de 35,020,810 hectolitres et en poids de 27,268,639 quintaux métriques. La surface ensemencée a diminué de 1,242,232 hectares.

La même comparaison en ce qui concerne le seigle fait apparaître les différences suivantes :

La récolte de 1891 est inférieure à celle de 1890 de 3,018,000 hectolitres et de 2,137,018 quintaux métriques. La surface ensemencée a diminué de 93,918 hectares.

Il y a lieu de rappeler que l'année 1890 a donné des résultats exceptionnels, et il faut dire aussi que les résultats officiels de 1891 sont sensiblement supérieurs aux prévisions que les journaux spéciaux avaient cru pouvoir donner.

En Allemagne, le *Staatsanzeiger* (publication officielle), enregistre les rendements des récoltes pour 1891 et 1890, d'après les estimations des sociétés d'agriculture.

Le rendement de la récolte de 1891, en Prusse, s'élevait, au commencement du mois de septembre, pour les blés d'hiver et d'été, à 18,407,740 quintaux métriques, pour les pois à 3,371,749. Pour 1890, la quantité de blé d'hiver et d'été s'élevait à 17,323,007 et celle des pois à 3,601,000 quintaux métriques.

Encore la betterave à sucre.

Nous avons déjà dit qu'au printemps de cette année, des capitalistes français, représentés par M. Jacques Wauvert, banquier à Paris, ont fait distribuer trois espèces de graines de betterave à sucre à un grand nombre de campagnards de Payerne et des environs, dans les cantons de Fribourg et de Berne (Witzly). L'intention de M. Wauvert est de fonder à Payerne, si les essais réussissent, une grande fabrique de sucre alimentée par la culture indigène et destinée à approvisionner le marché intérieur. A cet effet, M. Wauvert a déjà passé avec la ville de Payerne une convention pour l'achat des terrains sur lesquelles la fabrique centrale serait construite.

Il s'agit avant tout de connaître le dosage des betteraves semées et d'être fixé sur leur valeur sucrière. M. Wauvert a envoyé à Lausanne un ingénieur-chimiste, M. Belin, qui s'est présenté à M. Viquet, chef du département de l'agriculture, et s'est entendu avec ce dernier pour que l'arrachage et l'analyse aient lieu sous le contrôle officiel de l'Etat de Vaud. Dans ce but, M. Viquet a mis M. Belin en rapport avec M. Chuard, chimiste de la station agricole. Les analyses seront aussi faites en France, afin que les résultats se contrôlent mutuellement et soient absolument sûrs.

Ce n'est qu'un cas où l'analyse aura donné des résultats satisfaisants que les financiers parisiens, — agissant, dit-on, avec le concours de la Banque cantonale vaudoise, — donneront suite à leur projet.

Les arbres fruitiers en Valais.

On nous écrit de Sion :

Par ce temps de crise générale, où l'agriculture vient mêler ses désastres aux catastrophes financières, où tout le monde se plaint, où le labourer voit presque chaque année ses récoltes compromises, un grand problème se pose et s'impose : chercher le remède. On a déjà trouvé les engrais artificiels, qui ont rendu d'immenses services, on a inventé le sulfatage, dont l'efficacité n'est plus à vanter ; depuis quelque temps enfin, l'agriculture a fait d'immenses progrès et tend à devenir une branche importante d'industrie.

Mais malgré tout, la crise est générale, intense, par suite des variations excessives de l'atmosphère et le développement, dans la terre et les plantes, de parasites invincibles, toujours renaissants, qui sont ou le mildew, ou le phylloxera, ou encore dans les arbres, le puceron lanigère, qui est, ce dernier, plus facile à combattre, avec le secours de la chaux.

Or il est démontré qu'en Valais, la culture des arbres est généralement facile, grâce au climat de la grande vallée et à l'excellence du terrain. Le rendement des arbres fruitiers est, en Valais, considérable, et le bénéfice qu'ils rapportent est une grosse ressource pour le paysan. Pendant l'automne, plus de cent wagons de fruits partent des gares du Valais pour toutes les contrées de la Suisse occidentale et

même pour le Jura français. Ce sont surtout des abricots, des pêches, des pruneaux, des pommes, des poires et des châtaignes. Au printemps, l'expédition des cerises et des asperges fait aussi l'objet d'un commerce important.

Il importe donc de chercher, dans la culture des arbres fruitiers, une compensation à celle de la vigne, qui périclite, en dépit de tous les soins dont elle est l'objet ; il faut non seulement favoriser cette culture des arbres, mais la propager.

Or, les avenues de nos villes et de nos villages, nos places publiques, les bords de nos routes sont plantés de peupliers, de marronniers, de platanes. Des plaines entières sont nues, sans aucun avantage pour l'herbe qui y pousse ; les haies qui les bordent sont presque toutes d'épines ou de verne, dont la valeur est presque nulle.

Pourquoi ne planterait-on pas, à la place de ces arbres absolument improductifs, des pruniers, des cerisiers, des abricotiers, et, au lieu de ces haies d'arbustes sauvages, des noisetiers ? Ces arbres nous donneraient le même ombrage, le même ornement, et des fruits en plus.

On objectera peut-être que les maraudeurs auraient beau jeu, que ces arbres ne tarderaient pas à n'avoir plus que le tronc, que leur entretien demanderait de lourds sacrifices. Erreur ! Il suffirait que les communes s'entendissent pour la protection de leurs plantations. Outre la sauvegarde du public, qui serait intéressé à la chose, il vaudrait certainement la peine de nommer, à l'approche de la maturité du fruit, des gardes permanents, dont le traitement serait prélevé sur les bénéfices de la récolte ; et, en outre, les quelques fruits que le vent ferait tomber à terre ne seraient-ils pas aussi une bonne aubaine pour le passant altéré ou le pauvre qui glane ?

L'idée mérite l'examen ; d'ailleurs, des essais faits dans d'autres pays ont été concluants. Ainsi, Berlin, qui a enrichi ses parcs, ses avenues et ses promenades d'arbres fruitiers, récolte en moyenne, nous affirme-t-on, pour quatre cent mille marks de fruits chaque année. Ce sont cinq cent mille francs tombés du ciel.

D'après un calcul approximatif, le Valais, à lui seul, rapporterait au moins le double de cette somme, soit un million, dont chaque commune aurait sa part et chaque ressortissant sa quote-part.

La question mérite donc d'être étudiée de près et, pour notre part, nous faisons des vœux pour qu'elle le soit le plus tôt possible.

A. D.

Bulletin sanitaire du bétail du 15 au 30 septembre 1891.

Charbon symptomatique : Olion, 1 cas en Soud ; Ormont-Dessus 3, Les Cloux. En Cretz, Marnez ; Ormont-Dessus 2, Le Lys, Forclaz ; Bière 1, au Pré de St-Livres ; Châserex 1, la Dole ; Rougemont 1, les Ecomandons — Total 9 têtes périées, toutes non vaccinées.

Rouget du porc : Bougy, 1 cas, Plse 5, Champagne 2, Prilly 1, Grandvaux 2, Lussy 4, Dèges 3, Ecublens 4, Lucens 2, Correvon 3, Grens 1, Vich 1, Duillier 1, Chesalles 4, Cerniaz 4, Luins 2, Mont 3, Blonay 8, St-Légier 28, Corsier 2, Champvent 9.

Amendons prononcés :

Aigle, trois de 5 fr. contre des propriétaires de montagnes pour n'avoir pas séparé les alpages avec des clôtures suffisantes ; — une de 5 fr. pour introduction d'un cheval sans certificat.

Anbume, une de 30 fr. pour avoir retiré du bétail de l'alpage sans autorisation de l'inspecteur.

Nyon, une de 5 fr. pour usage d'un certificat périmé ; — une de 10 fr. pour avoir retiré du bétail de l'alpage sans autorisation de l'inspecteur.

Payerne, une de 5 fr. pour usage d'un certificat périmé ; — une de 5 fr. contre un inspecteur pour avoir délivré un certificat incomplet ; — une de 5 fr. pour remise tardive d'un certificat.

Vevey, une de 10 fr. pour avoir conduit à l'alpage des porcs sans certificat ; — une de 5 fr. contre le fruitier pour avoir reçu les porcs sans certificat ; — une de 5 fr. contre le même fruitier pour avoir enfoui un de ces porcs sans avis de l'inspecteur.

LES LIVRES

Contribution à la réforme des lois sur les aliénés. 69 p. in-8°. — Zurich et Leipzig, chez Orell et Füssli.

« Ce que nous affirmons, nous autres médecins aliénés, est plus ferme que le rocher de Saint-Pierre. Nul pape et nul empereur ne peuvent l'ébranler. Quand une fois nous avons dit : « un tel est malade », il est malade et reste malade, fût-il fort bien portant. Nous serions de pauvres aliénés si nous ne savions pas constituer en malade celui que nous voulons qui soit malade, et passer quand même pour les plus honnêtes gens du monde, agissant d'après leur conviction. »

Ainsi parlait un jeune docteur. C'est à cette omnipotence du médecin que M. E.-A. Schroeder a voulu mettre des barrières par son ouvrage déjà bien connu dans les pays de langue allemande : *Le droit et l'aliénation mentale (Das Recht im Irrenwesen)*, travail auquel la brochure que nous venons de lire peut servir de complément, d'illustration et de réclame.

L'auteur pense que pour réglementer convenablement l'aliénation, il faudrait commencer par la définir, ce que nos codes ne font pas. Il faudrait établir aussi

que toutes les maladies mentales n'autorisent pas à priver un homme de sa liberté, mais seulement celles qui le mettent hors d'état de subsister ou qui le rendent dangereux pour ses semblables.

Enfin, et surtout, il faudrait que le fait ne fût pas considéré comme acquis par la simple attestation d'un homme de l'art, mais par le verdict d'un jury pris dans une liste d'hommes choisis par la confiance de leurs concitoyens. Ces jurés une fois saisis de l'affaire seraient mis directement en rapport avec la personne suspectée, avant tout préavis médical. Plus tard seulement, lorsque le jury aurait constaté le trouble mental, le médecin serait consulté sur la question de savoir si l'état corporel du malade permet ou non d'envisager ce trouble comme une véritable maladie. Son office consisterait donc à libérer ceux qui pourraient l'être, puis à guérir si possible ceux qu'on aurait dû retenir captifs ; mais non pas à prononcer une condamnation dont les effets ne sont pas moins redoutables que celles d'un code criminel.

Dans un chapitre digne d'être médité, M. Schroeder ne cite pas moins de vingt cas, tous assez récents, et dont plus de la moitié sont publics, dans lesquels les malades prétendus et enfermés comme tels ont été reconnus être sains d'esprit et l'avoir toujours été, par des appréciations ultérieures que la suite a confirmées. Notons en passant que sur les dix interdictions et internements prononcés à tort et dont la publicité s'est occupée, six l'avaient été sur la dénonciation d'épouses dont l'honneur était menacé. Un autre cas intéressant est celui d'un fonctionnaire catholique en enfermé au moment où il se préparait à passer au protestantisme. Cette démarche que la loi permet aux gens sains d'esprit n'est-elle pas elle-même une suffisante preuve de folie aux yeux d'un fidèle bien convaincu ? Une semblable disposition rappelle celle de certain code qui ordonne au juge de rompre le mariage lorsque le rapport conjugal lui paraît altéré, ce qui doit être assez fréquemment le cas lorsqu'un des conjoints plaide en divorce !

Une bonne législation sur la folie est assurément un besoin urgent, mais une œuvre difficile. Quelle que soit la valeur du système de M. Schroeder et de son projet de loi, il faut lui savoir beaucoup de gré d'avoir abordé ce sujet par l'angle du droit. Il serait si facile, par le temps qui court, d'oublier qu'il subsiste un droit.

Après la mort, ou les destinées finales de l'homme, par Franz Splittgerber. Neuchâtel, chez Delachaux et Niestlé. Paris, chez Grassart.

M. le pasteur Eugène Courvoisier vient de traduire d'une façon digne de tout éloge le livre allemand *Après la mort*. Cet ouvrage n'est point nouveau ; il atteint sa quatrième édition, témoignage déjà suffisant de sa valeur. Mais la traduction en paraît juste à point pour servir d'antidote au dernier volume de M. Loti. Les personnes qui, pour être à la mode, ont « la mort dans l'âme » après la lecture des prétentieuses histoires de l'auteur français, feront bien de lire l'ouvrage de feu le pasteur alsacien.

Il les ramènera par un tableau profondément sain et encourageant de l'avenir de leur âme, depuis la descente au tombeau, à travers l'attente et le développement de l'esprit et de l'âme, inséparables dans le grand espace, jusqu'au bonheur suprême.

Un résumé un peu clair de cet intéressant travail qui, grâce à un excellent traducteur, se lit aisément, serait trop long. Il suffit de dire qu'il répond à tous les besoins et à toutes les questions raisonnables. Il est infini le nombre des personnes, curieuses souvent plus qu'il ne convient à des chrétiens, qui veulent connaître d'une façon positive où nous irons après la mort, ce que nous serons, si nous nous reconnaitrons, comment cela aura lieu, ce que nous ferons, comment nous jouirons, comment se passera le jugement final, etc. M. Splittgerber répond d'une façon absolument positive et des plus orthodoxes tous ces grands et mystérieux problèmes. Il le fait, vous le demandez comment ? par des passages de l'Ancien Testament, des Evangiles, des Pères de l'Eglise et surtout de l'Apocalypse, ce qui se conçoit.

L'ouvrage ne contient aucune sentimentalité ; il n'est pas le produit d'une imagination exaltée ; il ne repose que sur des fragments de la Parole, toutefois interprétés et raisonnés, inutile de le dire, d'une façon toute personnelle. L'enthousiasme quiconque est inquiet du repos futur de son âme et même de sa petite personne physique. Il fera beaucoup de bien, car il est écrit avec une sérénité d'esprit communicative.

De plus, ce livre charmera les artistes en idées par quelques aperçus nouveaux et délicats ainsi que par ce fait rare à notre époque qu'il fournit la matière de discussions intéressantes.

Le soin par trop méticuleux que l'auteur a apporté aux moindres questions fera parfois sourire ; de même, certaines contradictions. Mais restons-en là et conseillons à chacun de lire ce livre sain, fortifiant, profondément chrétien, appelé par conséquent à consoler bien des cœurs et peut-être à sécher des larmes, ce qui est beaucoup.

Le fleau des vieillilles et la restauration de la famille chrétienne, par D. Thierri, curé de Promasens et de la paroisse catholique de Moudon. — Fribourg, imprimerie catholique.

M. Thierri a publié, il y a quelques années, une brochure contre l'ivrognerie. Il s'attaque aujourd'hui

à une autre pratique vicieuse et démoralisante, grossière aussi, celle des « vieillilles », si répandues dans les campagnes de Fribourg et de certaines parties du canton de Vaud. L'intention de l'auteur est excellente, son but est méritoire à tous égards. Nous lui souhaitons bon succès dans sa campagne, mais nous nous permettons de croire que sa brochure, un peu trop volumineuse, eût beaucoup gagné à être écrite dans un style plus simple. Gardons-nous de la rhétorique !

Henri Quayzin. — Premières lectures dédiées aux classes moyennes des écoles supérieures de jeunes filles. — Stuttgart, librairie de Paul Neff, 1891.

Ce livre est une chrestomathie française habilement faite à l'usage des élèves de langue allemande, par un de nos compatriotes, maître de langue française à l'Institut royal Catherine, à Stuttgart.

Faire un recueil de morceaux à la fois attrayants, simples, à la portée de tous et de forme assez parfaite pour présenter un digne tableau de notre littérature n'était pas chose facile.

M. Quayzin s'en est tiré à son honneur et aura ainsi rendu à ses élèves un inappréciable service.

Nous avons remarqué avec plaisir que la Suisse romande n'est pas oubliée. Juste et Urbain Olivier, Monneron, J.-J. Porchat y ont leur place et à côté d'eux, trois de nos collaborateurs, MM. Ph. Godet, Edouard Rod et le D^r Chatelet. Etre laborieusement traduit par de petits Allemands, comme des modèles, n'est-ce pas la consécration de la gloire ?

DÉPÊCHES

Berne, 3 octobre. — La mise en vigueur de la loi fédérale sur la poursuite et la faillite, et l'examen des nombreux recours qui seront adressés, à ce sujet, au Conseil fédéral, nécessitent une réorganisation du département de justice et police.

M. Ruchonnet fait au Conseil fédéral les propositions suivantes :

Une section du département serait exclusivement chargée de la loi sur la poursuite et la faillite. Elle comprendrait un directeur, M. Brüstlein, un adjoint et le personnel de chancellerie nécessaire.

Un collège de juristes, présidé par le chef du département, et comprenant, outre M. Brüstlein, deux membres et deux suppléants, serait chargé de trancher les difficultés que l'application de la loi ferait surgir. L'un des membres de ce collège et l'un des suppléants devraient être domiciliés à Berne. On cite, pour ces deux postes, les noms de M. Lienhard, député aux Etats, et de M. le professeur Reich. Le second membre de la commission serait M. de Salis, de Bâle ; le second suppléant serait pris dans la Suisse française.

Berne, 3 octobre. — Les manifestations hostiles se sont renouvelées dans la soirée contre les pèlerins français. Une manifestation nombreuse a eu lieu, entre autres, devant l'ambassade de France, avec cris et sifflets. La force publique, après plusieurs sommations, a dissipé les attroupements. De nombreuses personnes ont été contusionnées.

Vers minuit, la ville a repris son aspect habituel.

Vienne, 3 octobre. — L'empereur est arrivé hier soir à 10 heures. Les rues, garnies d'une foule compacte, étaient brillamment illuminées et ornées partout de transparents avec des inscriptions. Un ordre parfait n'a cessé de régner.

Le train impérial, venant de Prague, s'est arrêté à trois stations où l'empereur a été salué par les autorités, le clergé et les écoles. On lui a fait partout des ovations enthousiastes.

Vienne, 3 octobre. — L'arrivée du train impérial est saluée par de bruyantes acclamations de la foule. La musique des tireurs entonne l'hymne national.

L'empereur dit au bourgmestre combien il est ému des marques d'attachement qu'on lui manifeste à son retour dans sa chère ville de Vienne ; il remercie pour les ovations cordiales qui lui sont faites. Le bourgmestre répond que la population salue l'heureux retour de l'empereur et l'assure en même temps de son amour et de sa fidélité inaltérables.

Londres, 3 octobre. — Dans un discours prononcé à Newcastle, M. Gladstone a critiqué la politique des conservateurs à l'intérieur et à l'extérieur. Il regrette que lord Salisbury n'ait pas réglé la question de l'Egypte. Il estime que les libéraux devront étendre

encore le droit de suffrage, augmenter la représentation des classes ouvrières, salarier les députés, faire la réforme agraire, réduire la durée du travail et régler d'urgence la question irlandaise par le *home-rule*.

Ed. FEHR, éditeur.

ETAT-CIVIL DE LAUSANNE

MARIAGES AFFICHÉS DANS LA SEMAINE

Rudolf von der Mühl et Marie Nabel. — Joseph-Jean-Baptiste-Amédée Burla et Louise-Emma Emery, née Bertholet. — Franz-Otto-Ernest Carus et Jeanne-Amélie Maurhofer. — Léopold-Edmond Grandjean et Louise-Adèle Boillet. — Louis-Alexandre Saugy et Louise-Elise Regamey. — Alois Giliard et Marie-Louise Féliz. — François Dufour et Constance-Bertha Bortier. — Emile-Ismaël Bertrand et Marguerite Bieler.

NAISSANCES INSCRITES DANS LA SEMAINE

Le 26 août. Frédéric Stuber, Soleure. — Le 18 septembre. Constant-Louis Bovey, de Chanéaz. — Le 19. Marcel-Edouard Duclos, de St-Prex. — Emile Quendos, Italien. — Emmanuel-Victor Stitz, Allemand. — Le 21. Jules-Edouard Marguet, de Dommarin. — Elisabeth Badoux, de Moudon, Courtilles et Cremen. — Eugénie-Angèle Darbellet, Italienne. — Le 22. Marguerite-Henriette Brandt, Fribourgeoise. — Harold-Gustav Palmer, Anglais. — Paul Mägor, de Lutry et Epesses. — Henri-Louis Légeret, de Châblons. — Olga-Rosa Purroz, Fribourgeoise. — Maurice Borel, Neuchâtelois. — Le 23. Charles-Albert Jetter, Argovien. — Anna-Henriette Calame-Longjean, Neuchâteloise. — Le 25. Hélène Gutmann, Bernoise. — Albert-Edouard Curdchod, de Dommarin et Villars-Tiercelin.

Soldes en soieries avec rabais de 25 % — 33 1/3 % et 50 % sur les prix originaux. Echantillons par retour. G. Heineberg à Zurich. 2046

Convertisseurs de lits, de chevron et de bûche, sans défaut à fr. 1.75, rouge, grand teint, pure laine, à fr. 4.95, franco à domicile par le dépôt de fabrique J. Molli & Cie, Zurich. — NB Echantillons de toutes les qualités, jusqu'aux plus belles (Jacquard et Poil de chameau) franco par retour. 4477

Que veut-il dire ?

« Que veut-il dire par là ? » s'écria Talleyrand en apprenant qu'un célèbre diplomate venait de tomber malade. Quel homme remarquable que Talleyrand ! Connaissant sa propre duplicité, il n'avait confiance en personne. C'est ainsi qu'il s'imaginait que la maladie du diplomate n'était en réalité qu'une feinte politique. Se faire passer pour malade peut quelquefois remplir un but, mais, à n'en pas douter, la plupart des gens qui se disent malades ne le sont que trop réellement.

Voici du reste un exemple à l'appui. Mlle Marie Faivre, à Vioménin par Bains (Vosges), nous dit que sa mère était malade depuis six ans. Non pas que des milliers d'autres personnes ne soient trouvées dans des conditions encore plus critiques, mais toutes n'ont guéri comme Mme Faivre. Ce dont elle souffrait et ce qui l'a guérie sont des questions d'intérêt public, car qui ne sait si l'on n'éprouverait pas un jour ce que cette personne a enduré.

Sa fille s'exprime ainsi : « Ma mère se plaignait d'un mal aigu dans l'estomac ce qui l'obligeait souvent à se coucher jusqu'à ce que la crise fût passée. Nous ignorions la nature de sa maladie. Quatre médecins la soignèrent successivement mais aucun d'eux ne put lui procurer de soulagement durable. L'un la mit au régime de lactose, croyant que sa maladie était due à la constipation. Un autre lui dit qu'elle était trop nerveuse, c'est pourquoi il essaya de la persuader d'être plus gaie ; de rire et même de chanter si cela lui était possible. Mais elle ne put suivre ce conseil ; pendant toute la durée de sa maladie, elle éprouvait une anxiété profonde et était souvent en larmes. Vous comprendrez facilement combien nous étions tous affligés de la voir dans ce triste état. Enfin, lorsqu'elle fut fatiguée et même épuisée par de si longues années de souffrances qu'aucun secours médical ne semblait pouvoir guérir, il arriva que nous reçûmes un jour une brochure donnant la description d'un remède appelé la tisane américaine des Shakers, dont on attribuait la découverte à la communauté religieuse des Shakers d'Amérique qui sont célèbres par leurs connaissances dans l'art de guérir ainsi que par les succès qu'ils ont eu à découvrir des remèdes parmi les plantes et herbes merveilleuses qui croissent aux Etats-Unis. »

« Il me suffira de dire qu'après avoir pris quelques flacons de cette tisane, la maladie avait disparu et ma mère complètement rétablie. Vous pouvez vous imaginer comme nous étions heureux d'un tel résultat. Sans votre tisane, je crois que ma mère ne serait plus de ce monde maintenant. Elle se joint à nous pour vous en exprimer toute notre reconnaissance. »

(Signé) : Mademoiselle Marie FAIVRE, chez ses parents Gérard, à Vioménin par Bains, Vosges.

« Vu pour la légalisation de la signature ci-dessus. »

Le maire de Vioménin, JOLY.

Mme Faivre souffrait d'un catarrhe gastrique chronique, c'est-à-dire de la dyspepsie ou indigestion, suivi de l'inflammation des muqueuses de l'estomac. Le mal provenait de l'excès de travail et aussi d'avoir été exposée aux intempéries, outre probablement une faiblesse naturelle des organes digestifs. Indépendamment des symptômes indiqués par Mlle Faivre, cette maladie est toujours caractérisée par un dégoût des aliments, accompagné de vomissements plus ou moins fréquents, d'un sentiment de faiblesse, de vertiges, de palpitations, de maux de tête, de frissons et de douleurs dans le dos ; la langue est chargée, la vue affaiblie, le malade a une toux sèche et saccadée, un mauvais goût dans la bouche, des nausées, le teint blême, il a froid aux mains et aux pieds et son sommeil est interrompu.

Ces signes indiquent jusqu'à quel point l'estomac torpide répand le poison dans tout l'organisme au moyen du sang qui en est imprégné. Les nerfs affaiblis et dérangés produisent l'abattement. Les personnes sujettes à l'indigestion ont toujours une tendance à contracter la bronchite, la pneumonie et la phthisie. Elles ont aussi une grande facilité à s'enrhumer.

La vertu que possède la tisane américaine des Shakers de guérir cette dangereuse maladie, réside dans son action sur les organes de la digestion et de l'excrétion. Elle élimine d'abord le poison existant et empêche ensuite qu'il ne se reforme. Rien jusqu'à ce jour n'a été découvert qui pût l'égaliser comme agent curatif.

Pour obtenir gratis la brochure à laquelle Mlle Faivre fait allusion, il suffit de la demander à M. Oscar Fanyau, pharmacien, 4, place de Strasbourg, à Lille (Nord). Prix du flacon 4 fr. 50 ; 1/2 flacon 3 fr. — Dépôts — Dans les principales pharmacies, déposit Général — Pharmacie Fanyau, 4, Place de Strasbourg, Lille. 5294

Les maux de tête, provoqués par une digestion dérangée (constipation), ont trouvé depuis 10 ans, dans les véritables pilules suisses du pharmacien Richard Brandt (qui coûtent 1 fr. 25 dans les pharmacies), le remède le plus sûr, le plus agréable et le plus favorable.

NOS GENTILLES OUVRIÈRES

Lorsque vous admirez la coquette ouvrière Qui va trottant muni, souple comme un roseau, Soyez sûr qu'elle doit au *savon du Congo* Son minois parfumé, sa fraîcheur printanière. Son minois *parfumé*, sa fraîcheur printanière. Ag. dép. FRAY & SAUNIER, 35, rue Tupin, Lyon.

Voir aux annonces :

les grands magasins du Printemps DE PARIS

PREDICATIONS A LAUSANNE

Dimanche 4 octobre.

CITÉ (Chapelle) : 8 h., sermon, M. De Loës. — Pas de catéchisme.

St-LAURENT : 9 1/2 h., sermon, M. Audemars. — 2 h., catéchisme.

St-FRANÇOIS : 9 1/2 h., sermon, M. Vallotton. — 11 1/4 h., école du dimanche. — 2 h., catéchisme.

OUCHY : 9 1/2 h., sermon, M. Secretan. — 2 h., catéchisme.

CHAILLY : 3 1/2 h., culte, M. Vallotton.

ASILE DES AVEUGLES : 9 3/4 h., sermon, M. Th. Secretan, directeur.

DEUTSCHE NATIONALKIRCHE (Mercurie) : 9 1/2 h., Predigt : P.arrer Linder. — 11 Uhr : Kinderlehre. — 2 Uhr : Pauken.

EGLISE CATHOLIQUE : 6 1/2 h., 1^{re} messe. — 8 1/2 h., 2^{me} messe, sermon allemand. — 10 h., office, sermon français. — 2 h., vêpres, catéchisme.

CHAPELLE DE LA CROIX-D'OUCHY : 8 1/2 h., messe, instruction.

TERREAUX : 9 1/2 h., du matin, M. Schroeder (Cène). — 11 h., culte pour la jeunesse, M. Bridel. — Mercredi 7 octobre, à 8 h., du soir, réunion de prières.

MARTHERAY : 10 h., du matin, M. Dupraz. — 8 h., du soir, M. Chateletan (missions).

VALENTIN : à 9 1/2 h., du matin, M. Cornforth (service de Cène). — à 10 3/4 h., école du dimanche. — à 7 1/2 h., du soir, M. Cornforth. — Lundi 5 octobre, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Jeudi 8, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Vendredi 9, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Samedi 10, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Dimanche 11, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Lundi 12, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Mardi 13, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Mercredi 14, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Jeudi 15, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Vendredi 16, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Samedi 17, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Dimanche 18, à 8 h., du soir, réunion de prières. — Lundi 19, à

